



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Vous trouverez une compilation non exhaustive des projets industriels ou de pistes alternatives réalisés par les syndicats CGT et leurs structures.

Ces projets alternatifs portent aussi bien sur des filières entières comme l'automobile, la sidérurgie, les TIC, la construction navale... que sur des entreprises voire des sites particuliers comme CAMIVA, EADS...

A ce jour, nous constatons que sur l'immense majorité des alternatives proposées, la CGT a subi une fin de non recevoir de la part des dirigeants des entreprises concernées et aucune prise en considération concrète de la part du gouvernement.

Réindustrialiser c'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Rappel des positions et propositions générales de la CGT

En 2012, la « Grande conférence sociale » ambitionnait le redressement de l'industrie française en s'attaquant aux causes de la désindustrialisation. Sans débat possible sur ce diagnostic ce sont au contraire les arguments des libéraux qu'a choisi de retenir le gouvernement : Cout du travail trop élevé, rigidité de la législation du travail, pire, sans l'intervention de la CGT, le débat aurait débouché sur le transfert massif de cotisations sociales vers la CSG et l'impôt.

Si la table-ronde a retenu dans sa feuille de route :

- La création de la Banque Publique d'investissement ;
- La place primordiale du secteur énergétique ;
- L'objectif de 3% du PIB consacré à la recherche réaffirmé, les dispositifs fiscaux comme le crédit impôt recherche devant être ciblés uniquement sur l'industrie et la recherche ;
- La politique industrielle territorialisée par filière industrielle stratégique ;
- Une mission sur la compétitivité de l'industrie française confiée à Louis Gallois.

Quel bilan de l'action gouvernementale depuis la Conférence Sociale ?

La désindustrialisation s'accroît. L'industrie ne représente plus que 10% , 3 million de salariés, 350 000 emplois industriels ont été détruits ces 5 dernières années! La Production manufacturière n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

L'intervention publique subventionne massivement les entreprises, tous secteurs confondus. (mesures fiscales dérogatoires, CICE, exonérations de cotisations sociales, subventions sur les fonds publics d'emplois privés, chômage partiel, plan automobile, contrats de filières...).

L'état ne joue pas son rôle :

Dans la disparition des secteurs stratégiques de l'industrie, dans la fermeture des sites industriels stratégiques. Trop souvent, il est spectateur, accompagnateur voir même acteur.

- Energie : Eon, EDF Fessenheim
- Automobile : PSA, Good Year, Michelin...
- Chimie/Energie : Pétroplus, Lyondelbasel, Kem One...
- Santé : Sanofi...
- AgroAlimentaire : Fralib, Continental Nutrition...
- Sidérurgie : Florange...

Un bilan gouvernemental bien maigre :

- La **BPI et les BPI Régions** ont été créées, dotation de 6 milliards pour les investissements alors que 42 mds étaient annoncés.
- La proposition CGT du Livret d'Epargne industrie n'a pas été mise en œuvre.
- **Transition énergétique** : Le débat organisé encadré par les décisions du Président de la République et sur un délai très court n'a pas atteint ses objectifs.
- La **politique industrielle territorialisée reste un vœu pieu**
- La **Contractualisation des aides publiques** n'est toujours pas à l'ordre du jour.
- Le **Pacte de compétitivité** est largement favorable au patronat, le travail est considéré comme un coût. Le gouvernement adopte en pleine négociation sur la sécurisation de l'emploi, un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) d'un montant de 20 milliards d'euros sans contrepartie aux entreprises. Seul 20 % du CICE ira au secteur industriel « exportateur ». La France subventionne massivement les entreprises sans en exiger la moindre création d'emploi !
- La **Négociation sur la sécurisation de l'emploi et pour la compétitivité** a débouché sur des reculs sociaux qui annihilent les contreparties accordées comme le contrôle du CICE par les CE ou la présence d 1 ou 2 salariés dans les Conseils d'administrations et de surveillance avec voix délibératives
- La **loi sur les reprises de sites rentables** est toujours en débat au parlement.

Pour Rompre avec ces logiques, La CGT Propose

- Un défi démographique (28% des salariés de l'industrie ont plus de 50 ans, selon l'INSEE) se profile et menace l'industrie, les transmissions des savoirs faire et de compétences. La CGT propose de recenser les secteurs industriels impactés et d'entamer une Gestion Prévisionnelle



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

sur les stratégies des entreprises, des emplois et des compétences favorisant un vaste plan de recrutement et de formation dans les filières industrielles.

- Donner de nouveaux droits et pouvoirs aux salariés dans les entreprises.(Comité inter-entreprise pour ss traitants et droit suspensif sur licenciement, priorité de reprise en cas de cession de sites, CA/CS, C Audit et Comité de rémunération)
- Augmenter l'investissement productif (recherche-développement, formation et qualification, matériels et équipements)
- Transformer la BPI en pôle financier public, Doubler le plafond du livret A et mettre en place le livret d'épargne pour le développement de l'emploi et de l'industrie(LEDEI)
- Contractualiser les aides, donner au Comité d'entreprise, au Comité d'Entreprise Européen, le droit d'information, de contrôle, de suspension sur les fonds publics
- Décourager les montages financiers complexes : Une législation contraignante pour tout investisseur engageant la responsabilité de la personne physique et morale dans les montages financiers.
- Harmoniser l'impôt sur les sociétés dans l'union européenne, majorer l'impôt pour les entreprises qui donnent la priorité à la distribution des dividendes et lutter contre le dumping fiscal, monétaire, la fraude fiscale et sociale des entreprises
- Une politique énergétique qui utilise le bouquet énergétique le plus efficace du point de vue social, environnemental, économique et industriel et organiser une maîtrise publique du secteur..
- OPA : Légiférer en rendant obligatoire à tout investisseur de dévoiler sa stratégie aux CE et CEE dès 10% de participation. C'est aujourd'hui le cas pour le comité d'audit en direction des marchés
- Faire respecter les normes sociales internationales dans les échanges mondiaux afin d'éviter la mise en concurrence des salariés
- Une politique monétaire au service de la production et de l'emploi, modifier les critères et rôle de la BCE. Revoir la gestion des taux de change de l'euro, y compris en changeant les statuts actuels de la BCE.
- Organiser une conférence tripartite européenne pour une politique industrielle européenne basée sur les coopérations, les complémentarités et les solidarités entre les territoires et les populations.
- Etablir un socle de protection sociale universelle dans les échanges internationaux (OIT-Rio+20)



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Filière Automobile

PSA/ CITROEN - Scénario proposé par la CGT

La direction PSA a présenté 9 scénarii, (fermeture de Trnava, de Poissy, de Madrid, de Mulhouse...) pour conclure que le scénario 9 (fermeture d'Aulnay) était le plus approprié.

Ces scénarii visaient à enfermer le débat dans le cadre de la production de véhicules du segment B, avec une comparaison des écarts vis-à-vis d'un scénario de référence (situation idéale pour la direction PSA), **basé sur un taux d'utilisation moyen des équipements de 115 %, c'est-à-dire avec un recours massif au travail de nuit et du week-end.**

L'application de ce scénario 9 amènerait à ce qu'à l'horizon 2016/2018 certaines usines soient surchargées (Vigo, Sochaux, Trnava) tandis que d'autres seraient soit fermées (Aulnay) soit en sous-activité (Mulhouse).

La CGT a demandé à SECAFI l'étude d'un scénario 10 permettant la répartition des productions entre les sites, y compris Aulnay, en utilisant la souplesse du site de Mulhouse qui produit à la fois des véhicules de segment B et de segment C.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Usines	Production 2012 (en milliers d'unités)	modèles 2012	Scénario 9 PSA Production 2018 Info CCE du 25/10/12	modèles 2018	Capacité 3 équipes	Capacité 2 équipes	% sur 2 équipes	Scénario 10 CGT	% sur 2 équipes	Modèles scénario 10
AULNAY	119	C3	0	confidentiel	240	160		155	97%	Confidentiel
MADRID	76	207	75		205	137	55%	75	55%	
MANGUALDE	44	Berlingo, Partner	60		69	46	130%	60	130%	
MULHOUSE	221	C4, DS4 / 206+,208	190		452	301	63%	250	83%	
POISSY	263	C3, DS3 / 208	300		440	293	102%	290	99%	
RENNES	131	C5, 508	170		243	162	105%	170	105%	
SOCHAUX	317	308 / 3008, 5008, DS5	450		526	351	128%	350	100%	
TRNAVA	212	C3-Picasso, 208	300		293	195	154%	195	100%	
VIGO	295	Berlingo, Partner, 301, C-Elysée / C4-Picasso	540		585	390	138%	540	138%	
Total	1678		2085			1875	111%	2085	102%	

Le scénario 10 : un projet réaliste

- **Ce scénario permet de charger toutes les usines, y compris Aulnay, en 2x8 (et + à Vigo et Mangualde)**
- **Il nécessite un niveau d'investissement limité : 77 millions € (notamment pour moderniser l'atelier de peinture d'Aulnay) et 20 millions de frais transitoires soit 97 millions d'euros, amortissables sur 7 ans à raison de 14 millions € par an.**
- **Si on y intègre le coût du transfert de caisses ferrées de Sochaux à Mulhouse (3 millions €/an), le coût global est de 17 millions €/an.**
- **A comparer aux 250 millions € de dépenses annoncées pour la fermeture d'Aulnay.**



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Volet social :

1) Réduire le nombre de suppressions d'emplois

- L'effectif de base est celui du mois de mai, non corrigé des inscriptions dans le plan de départs volontaires alors en cours, qui se sont poursuivies jusqu'à fin juillet. Il y a donc une superposition des 2 plans.
- De même les départs naturels (décès, invalidités, démissions, licenciements individuels ...) non remplacés n'ont pas été déduits de l'effectif à supprimer.
- Au total, SECAFI estime que le nombre de suppressions d'emplois doit, sur ces seuls éléments, être diminué de plusieurs centaines.

Rennes : Le rapport SECAFI préconise le maintien de 555 postes supplémentaires

- **360 postes de production qui seront nécessaires en 2016 pour le renouvellement C5.** SECAFI fait des propositions de modalités transitoires pour le maintien de ces postes (APLD, réduction du temps de travail).
- **195 postes correspondants au développement d'un pôle de développement et d'activité d'emboutissage** s'appuyant sur les compétences actuelles des salariés.

Quels moyens pour les activités relancées ?



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

- L'apport de capital demandé dans le volet financier de notre plan B doit en partie permettre de réaliser certains projets suspendus ou abandonnés. Le nombre et la localisation des emplois ainsi maintenus dépendront des projets retenus.

Quelle action pour les conditions de travail ?

- La CGT souligne la nécessité de rajouter des postes pour améliorer les conditions de travail, notamment dans les secteurs de fabrication. Une mesure indispensable pour la santé des salariés aujourd'hui massivement touchés par les TMS et le stress (burn-out).

2) Créer de nouveaux emplois

- Aulnay, et dans une moindre mesure Rennes, disposent de nombreuses surfaces disponibles qui permettent un développement de l'industrialisation des sites.
- Il est indispensable qu'en échange des aides et subventions dont elles bénéficient pour leur implantation, ces entreprises s'engagent tant sur la reprise des salariés PSA, dans leur diversité d'âge, de sexe, de niveau de formation ... mais aussi sur le maintien de ces emplois dans la durée.
- **Les représentants des salariés doivent pouvoir participer aux réunions organisées avec ou sous l'égide des pouvoirs publics et des administrations afin de pouvoir apporter leur avis sur les différents projets.**



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

3) Sécuriser les transitions professionnelles

- Le principe CGT pour sécuriser les transitions professionnelles est : « **Un CDI pour un CDI** »
 - Le salarié réalise sa formation et sa période d'essai chez le nouvel employeur, en gardant son contrat PSA, avec une convention de détachement temporaire.
 - Au cas où cet essai est concluant la rupture du CDI PSA intervient avec la signature du CDI chez le nouvel employeur.
 - Une allocation temporaire dégressive permet de couvrir l'écart de salaire.
 - Le salarié dispose d'un droit de retour au cas où le nouvel employeur ne maintiendrait pas l'emploi après la période de subventionnement.
- **Pour garantir ce dispositif à Aulnay, il est nécessaire, en tout état de cause, de maintenir la production C3 jusqu'à ce que l'ensemble des entreprises candidates soient installées et que tous les salariés qui souhaitent un reclassement sur place aient pu en bénéficier.**
- Nous ne reviendrons pas ici sur les revendications portant sur les modalités des reclassements internes et externes. Elles ont fait l'objet d'un vote en Assemblée Générale à Aulnay et d'une signature individuelle d'un grand nombre de salariés. La CGT s'y associe pleinement.

RENAULT SANDOUVILLE

Le projet s'articule autour de quatre points principaux :

- 1) Maintenir le haut de gamme Renault à Sandouville
- 2) Profiter de l'arrivée du VU pour repenser les organisations du travail



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

- 3) Ne pas négliger les versions alternatives (GPL par exemple) pour proposer une palette de modèles la plus large possible
- 4) Créer un pôle de déconstruction pour les véhicules « hors d'âge »

PROPOSITIONS CGT CONCERNANT LE MAINTIEN DE L'ACTIVITE AU SEIN DE LA CAMIVA

Un secteur particulier avec des symboles forts

Peut-on décemment imaginer que nos pompiers utilisent des véhicules non produits dans nos territoires?

Près de 50% de votre CA est réalisé par de la commande publique: comment une communauté d'agglomération peut justifier un achat de matériel étranger quand des usines qui fabriquent des produits de qualité en France sont menacées?

Sécurité et fiabilité des matériaux.

Possibilité de réintégrer des activités dans CAMIVA exemple des citernes, la peinture (disposition unique en Europe)

Un potentiel humain hautement qualifié et reconnu (des demandes ont été faites à un certain nombre de personnes pour former le personnel italien et allemand, sur des postes de travail).

Une alliance intergénérationnelle, intéressante combinant savoir-faire et nouvelles technologies.

Création d'une filière française du véhicule incendie

Les compétences et de nombreux métiers présents dans la filière en France.

GIMAEX 190 salariés en France

Présent sur 3 sites Charleville, Roanne, Tourouvre



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

SIDES, numéro 1 français fait partie du même groupe que SICLI (groupe américain)

Capacités de production de 600 véhicules/an

Bureau études

Atelier chaudronnerie

Produits: protection aéronautique, civile, militaire, sites industriels; protection des villes.

Sides : cette entreprise est à vendre. Déjà plusieurs entreprises sur les rangs dont Rosenbauer

Différentes productions: véhicule standard (industrie aéroport pompier)

Des menaces sur l'ensemble de la filière

Un plan de restructuration est en cours dans GIMAEX, avec notamment des suppressions d'emplois sur le site de Tourouvre.

SIDES des doutes sur les intentions à moyen terme de l'actionnaire, avec la menace d'absorption de l'entreprise et de ses savoirs faire.

Les financements

Configuration où les entreprises sont rentables, solvables car peu endettées,

Les investissements nécessaires à la production sont relativement faibles (source direction Magirus).

Renault Trucks Défense serait aussi un garant, avec possibilité de bénéficier des effets volumes de Renault Trucks vis-à-vis des fournisseurs.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

L'Etat français dispose de nombreux leviers pour intervenir dans les groupes :

Le Fonds Stratégique d'Investissement qui est doté de 20 milliards d'euros et qui rentre dans le capital des entreprises. Exemple d'interventions de ce fonds ASCOMETAL, GRUAU, VALEO...

Un projet éligible au Fonds Stratégique d'Investissements

Un fonds stratégique

Qui entre au capital d'entreprises dont les projets de croissance sont porteurs de compétitivité pour le pays

Qui favorise le Co-investissement

Qui accompagne les entreprises dans le moyen-long terme

Qui prend en compte les perspectives de stabilité et de recomposition de l'actionnariat pour décider de sa sortie

Un fonds d'investissement

Doté de 20 milliards d'Euros de fonds propres

Qui investit en minoritaire sans chercher à prendre le contrôle

Qui recherche une rentabilité dans la norme du marché

Qui évalue ses projets d'investissement, puis gère ses participations selon des méthodes et process aux standards de la profession

OSEO en cas de problème de liquidité qui garantie les prêts à hauteur de 15 millions d'euros.

Plateforme de l'automobile pour l'aide à la construction de stratégie d'entreprise et de développement international.

Le FRI Fonds Régional d'Investissement qui intervient sur les PME.

L'ensemble des outils d'information peuvent être sous la responsabilité du Conseil Régional.

Formation du personnel et compétences:

Des outils d'accompagnements des périodes de transition

Chômage partiel



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Formation professionnelle pour financer formation retour de compétences perdues

Formation des commerciaux

La démarche CGT

Proposer un projet industriel

Interpeller les pouvoirs publics et les élus locaux avec ce projet

Réunir les syndicats CGT de la filière en France

Travailler en lien avec nos adhérents chez les sapeurs pompiers...



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Filière Electroménager

Propositions CGT pour la mise en place d'une politique industrielle dans la filière électroménager : rompre avec des logiques financières pour un nouveau contrat économique & social

Combattre la précarité avec des emplois de qualité au cœur de notre développement. Près de 30% des salariés de l'électroménager partiront en retraite d'ici à 2015, soit l'équivalent d'environ 2 000 emplois. La CGT revendique une embauche pour un départ, avec l'embauche en CDI des intérimaires.

Une véritable campagne de communication doit être engagée auprès des centres d'apprentissage, les lycées professionnels, les universités, afin d'attirer les jeunes vers nos métiers.

Le tutorat doit être valorisé par un statut pour les tuteurs avec une transmission de qualité des savoir-faire dans nos entreprises.

Une négociation sur la pénibilité doit s'engager dans notre filière, à partir des 12 critères établis par la CGT afin de permettre un départ anticipé aux salariés fatigués, usés, notamment les travailleurs postés, de partir en retraite avant l'âge légal.

La politique salariale et la reconnaissance de la qualification : Certaines grilles d'accueil démarrent en dessous du SMIC actuel. La CGT revendique un salaire minimum de 1700 euros brut pour le premier niveau (sans qualification), avec une valeur de point unique, une hiérarchie des salaires de 1 à 5 et au minimum le doublement du salaire sur la carrière.

Ce rehaussement des salaires est une condition incontournable pour attirer les jeunes dans notre profession.

Développer une organisation du travail efficace et responsable. Nous avons constaté ces dernières années une dérive dans la polyvalence à outrance, la flexibilité néfaste pour la santé et la sécurité, les mobilités contraintes, la



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

pression constante aux objectifs sans les moyens appropriés, le stock zéro impliquant un travail dans l'urgence. Pour faire du bon produit dans de bonnes conditions, il faut repenser complètement l'organisation.

La formation un enjeu pour la filière, un droit pour les salariés

Le constat sur la démographie que nous connaissons, le manque de mixité femme/homme dans les filières visent à augmenter les budgets formation au-delà du minimum légal et de les fixer au moins à 4% de la masse salariale, avec un effort important sur les formations qualifiantes.

Assurer une réflexion collective et De nouveaux droits pour les salariés.

Ces dernières années, où l'on voit une stratégie financière prendre le pas sur une véritable politique industrielle, il y a urgence à donner de nouveaux droits aux salariés :

La mise en place du droit à l'information des salariés par les organisations syndicales représentatives sur le temps de travail.

La mise en place de représentants élus par les salariés aux Conseils d'Administration et de surveillance là où ils existent.

De nouvelles prérogatives pour les comités d'entreprises, permettant de véritablement prendre en compte les propositions des élus du personnel et de leurs experts, au-delà du simple droit de consultation. Un droit suspensif doit être créé.

La mise en place de comités interentreprises. L'électroménager est constitué de donneurs d'ordres et d'un tissu important de sous-traitants. Ces comités visent à mettre à la même table patrons et élus du personnel de l'ensemble de ces entreprises afin d'échanger ensemble sur la stratégie et de consolider nos rapports.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

La réintégration des activités sous-traitées, pour permettre à l'ensemble des salariés de la filière de bénéficier des mêmes droits et statuts.

Investissements, innovation, recherche et développement :

Certains groupes sont sérieusement à la traîne concernant l'effort R&D. L'avenir de la sidérurgie passe par un renouvellement de nos procédés de fabrication, un renouvellement de nos produits, dans un souci constant d'amélioration de nos performances environnementales. La CGT revendique un budget R&D au moins égal à 2% de la valeur ajoutée de nos entreprises, avec une relance urgente de l'embauche dans ces activités de recherche. Cela passe par une réorientation des richesses créées, pour qu'elles profitent au développement de notre outil industriel. Le partenariat avec la recherche publique doit également être encouragé.

Une production répondant davantage aux besoins (les volumes plutôt que la marge), avec une stabilisation de nos prix de vente, condition d'une reconquête et d'une extension de notre clientèle. **Une réorientation des aides publiques :** Les groupes de l'électroménager sont passés ces dernières années à la caisse de l'Etat, via le crédit impôt recherche, les aides au chômage partiel, à la formation, les exonérations de cotisations, la suppression de la taxe professionnelle, etc. La CGT exige une transparence de ces aides et surtout l'imposition par l'Etat de contreparties aux entreprises en termes d'investissements industriels et humains, de politique sociale responsable. La CGT exige aussi le remboursement des aides publiques en cas de destruction d'emplois.

La CGT propose la création d'un pôle financier public reposant sur la mise en réseau d'un ensemble d'institutions financières de statut public ou semi public exerçant des missions d'intérêt général. Ce pôle doit être placé sous le contrôle public et social. Ces financements seraient basés sur des critères d'emplois et d'efficacité économique et sociale.

La mise en place de comités stratégiques de filière permettant au niveau national et dans les territoires d'implantation forte de la sidérurgie de réunir



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

pouvoirs publics, patrons, syndicats, enseignants/chercheurs, afin de travailler en commun sur le développement durable de la filière, dans un souci constant d'amélioration de l'environnement.

Industrie navale

Création d'un pôle financier public avec la mise en place d'un mécanisme de crédits à taux réduits pour favoriser l'investissement productif et la réalisation des navires.

Mise en place d'un pôle public national de défense.

Conditionnement de toute aide publique au respect de critères portant sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail. Contrôle de l'usage de ces aides par les représentants des salariés.

Mise en place d'un plan de cohérence sur plusieurs années avec un financement pour les investissements dans les capacités, les EMR, offshore et déconstruction de navires.

Établissement d'un plan de formation et d'embauches pour le renouvellement



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

des savoir-faire et le développement des compétences (soit 5.000 à 7 500 embauches sur 5 ans).

Intégration des salariés des entreprises sous-traitantes, notamment par l'embauche des intérimaires.

Respect du droit et des garanties collectives pour les salariés venant d'autres pays.

Réouverture au niveau européen des accords avec les pays comme la Corée et la Chine qui subventionnent leur industrie et la construction de navires. Mise en place d'un mécanisme « anti-dumping ».

Lancement de projets de navires du futur et de nouvelles générations (innovants, plus économes,) au sein d'un GIE naval rassemblant toutes les entreprises.

Création d'une filière de déconstruction des navires en fin de vie et de recyclage en matières premières.

Filière Recyclage des navires en fin de vie

Déconstruction des navires

La Confédération CGT soutient depuis 7 années un projet syndical pour l'édification d'une filière franco-européenne de déconstruction des navires en fin de vie. Cette filière industrielle novatrice et créatrice d'emplois qualifiés concernerait la dépollution, le démantèlement, le traitement des déchets et le recyclage des matériaux pour les navires marchands, de pêche, de



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

plaisance et militaires, ceci dans des conditions sociales acceptables et des obligations environnementales contraignantes.

Nous considérons important la conduite et la poursuite de ce dossier, d'autant que depuis le Grenelle de la Mer en 2009, les pouvoirs publics ont commencé à engager des actions concrètes pour l'édification d'une telle filière.

À l'échelon européen, il y a tout le débat sur le règlement pour que l'Union Européenne se dote d'une véritable filière européenne de démantèlement et recyclage des navires.

Au plan national, persiste la nécessité de valider des décisions claires actant la volonté politique de mise en place de cette filière industrielle de déconstruction des navires.

Des chantiers de démantèlement de tout type de navires se développent en régions, sans maîtrise nationale

La CGT pense qu'il faut approfondir les aspects liés au financement de cette filière, à sa gouvernance; à la formation des salariés correspondant aux nouveaux métiers nécessaires au développement de la filière, au traitement, à la valorisation et au transport des matériaux recyclés.

Nous pensons que toutes ces actions doivent préfigurer du développement dans notre pays, d'un nouveau type d'activité industrielle de dimension durable, en réponse au formidable défi du traitement des navires en fin de vie, et non être perçues comme des initiatives au « coup par coup » comme c'est le cas aujourd'hui, au risque de fragiliser la mise en œuvre de cette activité industrielle et au bout du compte de la rendre inopérante.

C'est pourquoi la CGT considère l'implication de l'État stratège et opérateur indispensable à la création d'une telle filière.

La présence de l'État constituerait de fait une garantie face aux risques sanitaires et environnementaux liés à ce type d'activité et structurerait la

filière de déconstruction des navires en fin de vie sur l'ensemble du territoire national.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Intervention Puissance publique :

Le courrier de Bernard Thibault du 8 mars 2013 adressé au Premier ministre n'a reçu à ce jour aucune réponse ni même d'accusé de réception de sa part. Ce qui est révélateur de la prise en compte des propositions de la CGT, et laisse à penser que ce dossier ne constitue pas une priorité nationale.

Alors que l'Assemblée nationale française a ratifié fin 2012 la Convention de Hong-Kong, le gouvernement ne semble pas aujourd'hui pressé d'officialiser cette ratification de la France.

Des quelques rencontres avec les cabinets ministériels concernés, il n'est pour l'instant rien ressorti d'absolument concret en terme d'engagements du gouvernement pour la réalisation de la filière.

Cette absence caractérisée de l'État et de lisibilité politique profite clairement à l'émergence de groupes industriels privés dans plusieurs régions, en dehors de tout processus cohérent d'édification d'une filière industrielle.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

La sidérurgie

Propositions CGT pour la mise en place d'une politique industrielle dans la filière sidérurgie : un nouveau contrat social « Le statut du sidérurgiste »

L'emploi au cœur de notre développement. Près de 30% des salariés de la sidérurgie partiront en retraite d'ici à 2015, soit l'équivalent d'environ 15 000 emplois. La CGT revendique une embauche pour un départ, avec l'intégration en CDI des intérimaires.

Une véritable campagne de communication doit être engagée auprès des centres d'apprentissage, les lycées professionnels, les universités, afin d'attirer les jeunes vers nos métiers.

Le tutorat doit être valorisé pour une transmission correcte des savoir-faire dans nos entreprises.

Une négociation sur la pénibilité doit s'engager dans notre filière, afin de permettre aux salariés fatigués, usés, notamment les travailleurs postés, de partir en retraite avant l'âge légal.

La politique salariale : Les salaires dans la sidérurgie ont été fortement tassés depuis la mise en place des 35 heures. Certaines grilles d'accueil démarrent en dessous du SMIC actuel. La CGT revendique un salaire minimum de 1700 euros brut pour le premier niveau (sans qualification), avec une valeur de point unique, une hiérarchie des salaires de 1 à 5 et au minimum le doublement du salaire sur la carrière.

Ce rehaussement des salaires est une condition incontournable pour attirer les jeunes dans notre profession.

Une amélioration des conditions de travail. Nous avons constaté ces dernières années une dérive dans la polyvalence à outrance, la flexibilité néfaste pour la santé et la sécurité, les mobilités contraintes, la pression constante aux objectifs sans les moyens appropriés, le stock zéro impliquant un travail dans



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

l'urgence. Pour faire du bon produit dans de bonnes conditions, il faut repenser complètement l'organisation.

La formation : Face au virage démographique que nous connaissons, il est vital d'augmenter les budgets formation au-delà du minimum légal et de les fixer au moins à 4% de la masse salariale, avec un effort important sur les formations qualifiantes.

De nouveaux droits pour les salariés. Ces dernières années, où l'on voit une stratégie financière prendre le pas sur une véritable politique industrielle, il y a urgence à donner de nouveaux droits aux salariés :

La mise en place de représentants élus par les salariés aux Conseils d'Administration et de surveillance là où ils existent.

De nouvelles prérogatives pour les comités d'entreprises, permettant de véritablement prendre en compte les propositions des élus du personnel et de leurs experts, au-delà du simple droit de consultation. Un droit suspensif doit être créé.

La mise en place de comités interentreprises. La sidérurgie est constituée de donneurs d'ordres et d'un tissu important de sous-traitants. Ces comités visent à mettre à la même table patrons et élus du personnel de l'ensemble de ces entreprises afin d'échanger ensemble sur la stratégie et de consolider nos rapports.

La réintégration des activités sous-traitées, pour permettre à l'ensemble des salariés de la filière de bénéficier des mêmes droits et statuts.

Investissements, innovation, recherche et développement : Certains groupes, comme ArcelorMittal, sont sérieusement à la traîne concernant l'effort R&D. L'avenir de la sidérurgie passe par un renouvellement de nos procédés de fabrication, un renouvellement de nos produits, dans un souci constant d'amélioration de nos performances environnementales. La CGT revendique un



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

budget R&D au moins égal à 2% de la valeur ajoutée de nos entreprises, avec une relance urgente de l'embauche dans ces activités de recherche. Cela passe par une réorientation des richesses créées, pour qu'elles profitent au développement de notre outil industriel. Le partenariat avec la recherche publique doit également être encouragé.

Une production répondant davantage aux besoins (les volumes plutôt que la marge), avec une stabilisation de nos prix de vente, condition d'une reconquête et d'une extension de notre clientèle. L'acier est un BESOIN, il est partout autour de nous.

Une réorientation des aides publiques : Les groupes sidérurgiques sont passés ces dernières années à la caisse de l'Etat, via le crédit impôt recherche, les aides au chômage partiel, à la formation, les exonérations de cotisations, la suppression de la taxe professionnelle, etc. La CGT exige une transparence de ces aides et surtout l'imposition par l'Etat de contreparties aux entreprises en termes d'investissements industriels et humains, de politique sociale responsable. La CGT exige aussi le remboursement des aides publiques en cas de destruction d'emplois.

La CGT propose la création d'un pôle financier public reposant sur la mise en réseau d'un ensemble d'institutions financières de statut public ou semi public exerçant des missions d'intérêt général. Ce pôle doit être placé sous le contrôle public et social. Ces financements seraient basés sur des critères d'emplois et d'efficacité économique et sociale. Au-delà de ces mécanismes, la CGT demande à l'Etat une prise de capital dans nos grands groupes, afin de pouvoir s'ingérer dans leur gouvernance. Dans le défi actuel de reconquête de notre industrie, il est incohérent de laisser le contrôle total de notre sidérurgie à des familles ou des fonds financiers, alors que la sidérurgie constitue la base de notre activité industrielle.

La mise en place de comités stratégiques de filière permettant au niveau national et dans les territoires d'implantation forte de la sidérurgie de réunir pouvoirs publics, patrons, syndicats, enseignants/chercheurs, afin de travailler



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

en commun sur le développement durable de la filière, dans un souci constant d'amélioration de l'environnement.

La filière TIC

Notre objectif est de promouvoir une filière industrielle innovante et pourvoyeuse d'emplois. Il importe également que cette filière irrigue l'ensemble de l'économie et des territoires pour favoriser la qualité des infrastructures, l'aménagement des territoires ainsi que pour permettre le droit pour tous à la communication. Une telle filière est aussi cruciale dans les politiques d'éducation, de formation et de qualification compte tenu de son importance grandissante et quasi incontournable dans les usages privés et professionnels. Elle est la base du développement du numérique.

Une telle filière devrait également construire des relations de long terme entre donneurs d'ordre et sous-traitants ou fournisseurs.

10 propositions de la CGT pour relancer la filière

A court terme

Garant de l'intérêt général, l'État doit peser sur les choix stratégiques des opérateurs Télécoms et des équipementiers



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

L'État s'engage dans un plan stratégique de déploiement du très haut débit au service du développement de l'économie numérique et d'une nouvelle croissance. La nécessité de répondre aux besoins de la population et de favoriser le développement de l'emploi en France et en Europe doit guider ses choix.

Tout doit être repensé, des investissements à la finalité du travail dans les entreprises. C'est pourquoi nous exigeons une autre répartition des richesses et une appropriation publique des activités de télécommunications. La CGT revendique une nouvelle régulation du secteur imposée par le gouvernement, avec un cahier des charges commun à tous les acteurs. Il s'agit de rompre avec la rentabilité à court terme, d'imposer à tous des obligations de service public et de localisation de l'emploi en France.

Afin de contraindre à des alternatives aux licenciements, toute aide publique doit être conditionnée par l'État à la préservation et au développement de l'emploi et de l'investissement, comme à leur localisation et leur pérennité en France.

L'État a les moyens de peser sur les choix de tous les opérateurs en matière de fournisseurs et d'équipementiers pour favoriser ceux qui disposent d'emplois substantiels en France.

C'est notamment le cas pour FT Orange, dont il est actionnaire. Il s'agit donc de favoriser la pérennité des entreprises françaises telles Alcatel-Lucent ou Technicolor en incitant les opérateurs à des contrats-cadres à des prix décents ; ces entreprises s'engageant en retour à soutenir l'emploi local.

La puissance publique doit montrer l'exemple
via sa politique d'achats

Le levier des achats publics représente une part importante du PIB, de l'ordre de 15 % à 17 %. Les achats en matière

de réseaux d'entreprise, de tablettes ou de décodeurs, qu'ils soient le fait de l'État, des collectivités locales ou des établissements publics (universités, hôpitaux...), doivent avantager des acteurs comme Alcatel-Lucent, Archos, Parrot, Technicolor ou tout autre fournisseur qui déciderait de localiser de l'emploi de manière significative en France



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Pour une politique de sécurité des réseaux

Le caractère stratégique et l'indépendance technologique requièrent de conserver une industrie forte en France qui garantisse la maîtrise et la sécurité nationale des réseaux.

Des clauses sociales dans les appels d'offres

Dans le cadre des droits nouveaux pour les salariés, la CGT revendique un droit d'intervention dans les appels d'offres et les contrats pour peser sur la gestion des entreprises du secteur.

Des obligations d'emploi en France pour les fournisseurs étrangers d'équipements
L'État a favorisé l'émergence de deux offres concurrentes de cloud computing qui se sont constituées avec SFR-Bull (Numergy), d'un côté, et Orange-Thales (Cloudwatt), de l'autre.

Du coup, un acteur majeur du cloud computing, IBM, s'est senti obligé d'investir dans des serveurs en France afin de demeurer un concurrent crédible.

Il y a sans doute une analogie intéressante pour la filière télécoms : l'instauration de règles plus strictes en matière de sécurité des réseaux pourrait avoir des effets bénéfiques. Il est en effet possible d'imaginer que certains emplois de développeurs et installateurs requièrent une accréditation en matière de sécurité, et donc une présence physique en France.

A moyen et long termes

Renforcer les obligations de service public pour les opérateurs

L'appropriation des activités de télécommunications porte principalement sur trois exigences :

- la démocratisation tant des entreprises de notre secteur que des instances de régulation : l'Autorité de régulation (ARCEP) doit être remplacée par une véritable instance publique de concertation démocratique, composée d'élus, d'usagers, d'associations, de représentants d'entreprises, patrons et salariés et de personnes qualifiées ;



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

•des droits nouveaux d'information, de contestation et de proposition des salariés et de leurs organisations syndicales pour intervenir dans la stratégie et la gestion des entreprises de télécommunications afin d'y imposer de nouveaux critères d'efficacité économique et sociale (politique industrielle, emploi...) aménagement équilibré et cohérent du territoire prenant en compte l'ensemble des besoins sociaux, sociétaux et environnementaux. Cela nécessite l'institution de fonds régionaux pour l'emploi et le développement solidaire des territoires.

Il s'agit d'imposer à tous les opérateurs des critères d'efficacité économique et sociale, de développement de la recherche et de politique industrielle et d'investissements à long terme : contribution à un aménagement cohérent du territoire ;

•niveau et qualité des services offerts ;

•mise en place de normes publiques sur les produits, les services, les réseaux ;

•développement de l'emploi stable et qualifié, de la formation professionnelle.

Les coopérations doivent être développées pour étendre le droit à la communication aux niveaux national, européen et mondial, et pour lutter contre les gâchis humains et financiers et en faveur d'un développement durable. Chaque pays doit pouvoir décider des modalités de mise en œuvre du droit à la communication sur son territoire.

C'est aux opérateurs, producteurs, éditeurs et fournisseurs de contenus de contribuer, à la hauteur des bénéfices qu'ils en retirent, aux investissements dans les réseaux et équipements sans lesquels leur business ne serait pas possible.

Ce financement doit se faire sur leurs fonds propres et par le biais d'emprunts à taux réduit auprès du pôle financier public proposé par la CGT.

Une recherche inscrite dans une logique de filière et de coopération entre opérateurs et équipementiers

Comme pour l'emploi, l'État doit user de son influence auprès des opérateurs afin d'insuffler une politique de coopération avec leurs fournisseurs majeurs, en particulier industriels.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

L'État doit également impulser une politique de recherche fondamentale en amont afin d'initier dès maintenant les travaux en matière de réseaux, services et contenus du futur, afin de donner de l'avance à l'écosystème français.

Une politique de recherche au service de l'utilité sociale

Il convient d'augmenter l'effort national de recherche à 3 % du PIB. La recherche a comme objectif premier le progrès des connaissances, qui est d'abord le fruit de la curiosité scientifique, sans objectif de retombées a priori. Beaucoup de découvertes, même parmi les plus utiles à la société, ont été effectuées en dehors de toute planification. La recherche scientifique n'est pas pour autant déconnectée de la société, dont elle peut utilement connaître les questions et les attentes. Tous les citoyens doivent pouvoir concourir à la définition de celles-ci en matière de recherche, de culture, de formation et d'aménagement du territoire.

C'est à l'issue d'un processus de consultation démocratique qu'il doit revenir au Parlement et au gouvernement, après débat, de déterminer la part et le montant des financements qu'ils accordent au progrès des connaissances et aux différents champs finalisés.

Il est donc de la responsabilité de l'État d'assurer le développement du service public de recherche, notamment pour contribuer au progrès des connaissances fondamentales indépendamment d'un pilotage par la demande économique immédiate.

C'est aussi la responsabilité des entreprises, qui doivent contribuer au développement de l'emploi scientifique, non seulement pour des recherches finalisées à court terme, mais aussi pour un horizon à long terme.

Une collaboration mutuellement avantageuse entre les chercheurs du secteur fondamental et les chercheurs industriels est souhaitable, sans subordination aucune d'un secteur à l'autre.

Les atouts industriels dont s'est dotée la France résultent de grands programmes (aérospatial, télécoms, nucléaire civil, TGV...) qui se sont appuyés sur la coopération de services publics forts et de l'industrie. Aujourd'hui, la notion de grands programmes est contestée au nom des théories libérales qui prônent la non-intervention de l'État. La privatisation des services publics (France Télécom, EDF, GDF) conduit à une réduction drastique des potentiels de recherche et



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

développement qu'ils avaient constitués depuis la Libération, au nom de ce qu'ils n'ont plus vocation à assurer la recherche de la nation, mais seulement celle de l'entreprise, dans un monde concurrentiel.

Il convient de remettre en place, aux niveaux national comme européen, des grands programmes qui associeraient l'ensemble des pays et des acteurs intéressés, permettant de mutualiser les efforts de recherche tout en répondant aux exigences de développement humain durable, tant en matière d'environnement que d'émancipation.

Dans notre filière, cette politique de recherche pourrait ainsi favoriser le développement du progrès social et du droit à la communication.

Des infrastructures intelligentes au service des citoyens

La puissance publique peut également exercer un rôle d'impulsion afin de favoriser une transition rapide vers des infrastructures intelligentes : domotique, ville intelligente, etc.

Donner une dimension européenne à la reconquête industrielle

Une politique et une régulation européenne sont nécessaires pour répondre aux besoins de toutes les populations, dans le respect des politiques propres à chaque État.

Dans ce cadre, la coopération européenne entre équipementiers, entre opérateurs et entre équipementiers et opérateurs doit devenir une règle communautaire.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

La filière aéronautique

Nous venons de le démontrer la filière aéronautique et spatiale a de l'avenir, encore faut il que les stratégies de rentabilité à court terme de nos grands groupes ne cassent pas nos savoir-faire et nos outils de travail.

Répondre aux besoins humains en intégrant pleinement les enjeux environnementaux et territoriaux exige de replacer l'Homme au centre des décisions et de l'organisation du travail.

La CGT vous propose d'agir pour un véritable développement de la filière en choisissant l'emploi dans nos territoires, la formation, l'attractivité de nos métiers par le social et la reconnaissance des qualifications, la démocratie.

Plan d'urgence social :

Même si les embauches sont réelles dans notre filière, le solde est négatif - 18 000 emplois en 15 années alors que les charges de travail ont explosé en même temps que la précarité. Les objectifs financiers ne peuvent pas à eux seuls être les éléments déterminants.

Il est urgent de procéder à de véritables plans d'embauches **à durée indéterminée et à statut** dans nos bassins d'emploi afin de répondre aux carnets de commandes et anticiper les milliers de départs en retraite programmée pour les 10 ans à venir. **Les besoins en embauche dans toutes les catégories devraient être d'une toute autre ampleur que les 8.000 à 10.000 recrutements effectués depuis plusieurs années. Nous estimons les besoins entre 15.000 à 20.000 embauches par an. C'est vital pour assurer le transfert des connaissances et des savoir-faire et répondre aux besoins.**

Ces plans d'embauches vont de pair avec des plans de formations dans nos territoires procédant d'une véritable volonté d'ancrage de notre filière dans le territoire national et régional. **Les employeurs de l'aéronautique font le constat d'un déficit de recrutements dans des métiers spécifiques aéronautiques, mais il**



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

faudrait vraiment revaloriser la formation par des embauches aux conditions motivantes (salaires et reconnaissance dans la grille de classifications - voir notre grille).

Ce que nous portons à la CGT c'est de faire du développement de l'emploi industriel associé à la revalorisation du travail (salaire, conditions de travail, statut, formation) la donnée fondamentale de toute efficacité économique, sociale, sociétale et environnementale.

Les employeurs se plaignent d'une désaffection de recrutement dans l'industrie aéronautique, y compris de hautes formations ingénieurs, au bénéfice d'autres branches mieux rémunératrices. C'est bien avec des propositions salariales motivantes et la perspective d'évolution de carrières que notre industrie de l'aéronautique et du spatial sera attractive. Nos propositions répondent aux besoins.

Associer à ces revalorisations, garantir à chaque salarié la capacité d'intervenir sans discrimination de salaire et de carrière, dans la marche et l'organisation de l'entreprise est devenu un enjeu incontournable d'efficacité industrielle et sociale. Cela nécessite un véritable pouvoir d'intervention des salariés et de leurs organisations représentatives dans l'entreprise mais également dans les centres de gouvernance des entreprises. Dans cette lignée, nous exigeons notre place dans le pôle de compétitivité et les comités stratégiques de filières dans les territoires.

Dans cette logique, nous revendiquons, dans une industrie très inter-dépendante entre donneurs d'ordres et sous-traitants, de droits et pouvoirs nouveaux pour les salariés, c'est-à-dire la création de **comités inter-entreprises territoriaux ou régionaux**.

Cette proposition vise à donner une visibilité sur l'avenir d'une filière et pouvoir anticiper en termes d'emplois, de formation dans une véritable gestion de l'emploi et des compétences (GPEC) offensive. Nous voulons également lier développement de l'emploi industriel des entreprises d'une même filière avec les questions de développement territorial ou régional. C'est bien inscrire l'entreprise dans une responsabilité sociale en interne mais également avec son environnement. A ce sujet, tout budget public régional ou autre, alloué à une



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

entreprise doit être assujetti d'objectif en matière social, d'emplois et environnemental.

Dans le même sens, nous défendons de nouveaux types de rapports industriels, placés sous le sceau de la coopération, avec des sociétés d'autres pays dans le monde. Cela signifie que doivent être pris en compte, outre des aspects financiers et commerciaux, des éléments sociaux, de conditions de travail, de répercussions sur l'emploi, de droits des salariés, le respect des normes internationales du travail (OIT), les impacts environnementaux (transport, conditions de productions industrielles).

Développer le mieux disant social : La CGT propose de créer une convention collective nationale de la métallurgie qui uniformiserait vers le haut l'ensemble des conventions collectives territoriales. Cela permettrait à l'ensemble des salariés dépendants de cette convention, quel que soit le secteur d'activité, d'avoir les mêmes droits.

La CGT propose que tout salarié mis à disposition dans une entreprise (qu'il soit intérimaire, sous-traitant, en CDD) profite des dispositions sociales les plus favorables (convention collective nationale ou accord d'entreprise si celui-ci est plus favorable).

La CGT travaille déjà à la reconnaissance de la communauté de travail (loi sur la représentativité et droit de vote des intérimaires/sous traitants aux élections).

L'activité aéronautique est aujourd'hui mondialisée pour des raisons financières (abaissement des coûts en produisant dans des pays à moins disant social, conditions fiscales attrayantes); commerciales (contrats avec clauses de compensation industrielles), ce qui nous posent de nouvelles responsabilités. La CCT propose de mettre en place un travail de coopération entre salariés du monde, notamment avec l'ensemble des organisations syndicales mondiales (FIOM) afin de travailler au progrès social de tous. Nous portons l'exigence que toutes externalisations et délocalisations soient assorties de l'exigence de droits syndicaux et sociaux négociés avec les salariés des pays concernés. Cela devrait permettre de ne plus mettre en concurrence des salariés qui participent à la même création des richesses.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

C'est la démarche impulsée par la FTM-CGT dans notre industrie par des rencontres directes avec le syndicat des cols blancs (SPEEA) chez Boeing et Spirit, les syndicats de l'aéronautique en Tunisie, au Maroc, au Brésil ou en Chine (avec la visite de la chaîne A320) avec à chaque fois, le même esprit de se comprendre, de construire des aides mutuelles basées sur la coopération et le Co-développement. D'ailleurs, la question du développement du syndicalisme comme meilleur atout au développement social et rempart à la mise en concurrence entre les salariés des différents pays est le plus souvent au cœur des rencontres.

L'entreprise étendue : Cette orientation prise par nos dirigeants des grands groupes (tels que SAFRAN, DASSAULT, EADS, THALES...) a vu la diminution des emplois dans notre filière au nom d'une compétitivité mondiale guidée par les marchés financiers. Nous avons affaire à une dialectique du « délocaliser plus pour gagner plus ».

Cette stratégie économique à court terme a pour but d'avoir un retour sur investissement rapide pour les actionnaires, ce qui n'est pas compatible avec une industrie de très haute technologie qui participe à l'équilibre de l'économie française.

De plus, des plans de restructuration et des nouvelles formes d'organisation du travail, basés uniquement sur la rentabilité financière, font apparaître une baisse de la qualité de nos produits (plus de rebuts), une dégradation de la santé des salariés au travail et une répartition injuste des richesses.

La filière aéronautique a cette responsabilité morale de fabriquer des produits de qualité qui ne peuvent s'opposer à la sécurité.

De plus en plus, la question de sécurité des passagers est posée, notamment sur des activités de maintenance lorsqu'elles sont sous-traitées dans des pays où le moins disant social et la baisse des coûts entament la rigueur et les critères de qualité.

Des plans comme POWER 8 ont vu le jour à AIRBUS filiale d'EADS en 2006 avec comme objectif de gagner entre 10% et 30% de productivité, 30% de réduction des coûts de structure, 10.000 suppressions de postes, restructuration des sites, mise en concurrence (zone dollar), externalisation soit des gains



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

d'économie de 2,5 Milliards par an. La trésorerie d'EADS est passée d'environ 2 Milliards en 2006 à actuellement 12 Milliards.

Tout cela au détriment de l'emploi, des réductions de budget dans la recherche et développement et dans la qualité de nos produits.

Création d'un pôle financier public de l'Aéronautique :

L'argent public pour développer l'industrie aéronautique ne doit pas servir aux entreprises pour délocaliser ou gonfler leur trésorerie afin de spéculer sur les marchés financiers.

La CGT propose la création d'un pôle financier public reposant sur la mise en réseau d'un ensemble d'institutions financières de statut public et semi-public exerçant des missions d'intérêt général. Il serait placé sous contrôle public et social (les actionnaires, l'état et les représentants des salariés) avec pour but de se déconnecter de la pression des marchés financiers.

Ce pôle public interviendrait notamment sur des critères d'emplois et d'efficacité économique. La CGT propose particulièrement de décliner dans les conseils d'administration des grands groupes Aéronautique une part décisionnelle plus importante pour les représentants des salariés.

EADS VISION 2020 Projet CGT Replacer l'humain au cœur de la gestion du groupe

EADS doit redevenir un symbole européen

Le groupe EADS doit redevenir un symbole de la coopération européenne.

Ce symbole qui a permis de réaliser

La force d'EADS = savoir faire innovation technologique.

Pour la CGT reconquérir les fondamentaux d'EADS c'est en finir avec la gestion ultra financiariser du groupe.

I. Définir la vision de l'entreprise

La direction d'EADS veut que les salariés partagent les mêmes objectifs.

Pour la CGT la vision commune partagées par les salariés de toutes les divisions d'EADS ne peut être la création de valeur pour l'actionnaire...



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Au contraire la vision commune partagée par tous les salariés du groupe doit être le bien être au travail combiné à la satisfaction des besoins.

Cette dimension est incompatible avec une vision court-termiste de la gestion du groupe.

II. Des défis à relever

D'après la direction du groupe les perspectives sont bonnes

+4.8% de trafic aérien

Demande de plus de 22 000 appareils de 100 sièges

La flotte devrait plus que doubler pour atteindre 27 000 appareils

Nous nous félicitons de l'essor du trafic aérien et de la demande de nouveaux avions, cependant pour nous les défis à relever sont autres.

Environnement : la CGT défend le concept de développement humain durable.

Saturation des aéroports: promotion du mix des moyens de transports, développement de bassin économique autour des aéroports

La sécurité du trafic aérien: pour la CGT elle ne peut se faire dans un contexte de rationalisation des coûts, de privatisation des sociétés de contrôle ou du trafic aérien.

La filière bois



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Développer l'activité de la filière bois en Aquitaine en mettant l'emploi au cœur de la problématique.

Développer la ressource dans une démarche de développement durable qui définit les priorités en matière d'usage du bois et de la forêt.

Valoriser la dimension écologique de la forêt notamment en tant que puits à carbone.

Valoriser les essences de la région (pin maritime, peuplier, chêne, hêtre...) par des applications diversifiées allant de la fabrication de mobilier à la construction, en passant par le papier, la chimie, l'énergie...

Développer la récolte et l'utilisation de la gemme du pin maritime pour des applications chimiques, pharmaceutiques...

Travailler les aménités pour valoriser la forêt, son entretien, et le patrimoine qu'elle représente.

Replanter massivement les parcelles dévastées par la tempête Klaus.

Développer de la formation professionnelle et travailler les nouveaux et futurs métiers en les valorisant.

Le projet en Aquitaine (tableau complet des projets industriels CGT en aquitaine en fin de document) :

La CGT a contribué à organiser avec le CERESA (centre d'études et de recherches économiques et sociales d'Aquitaine), les états généraux de la filière bois. Ils se sont tenus le 5 mai au lycée Aroun Tazzief à St Paul les Dax (40).

Tous les acteurs de la filière ont travaillé ensemble durant plus d'une année. De nombreuses pistes de développement innovantes ont été élaborées.

Aujourd'hui, il a été décidé de mettre en place un observatoire régional de la filière bois en Aquitaine, qui aura pour objectif d'impulser la mise en œuvre des préconisations des états généraux.

La démarche engagée représente également une innovation dans le domaine du dialogue social territorial, qui a prouvé son efficacité sur cette filière.

La contribution de la puissance publique :

La Direccte a été présente tout au long du processus. La région, certains départements ont également participé. A noter la méfiance des pouvoirs publics vis à vis d'un projet à caractère social auquel les syndicats et en particulier la CGT sont associés. Cette méfiance a été dépassée grâce à la démarche ouverte



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

et de Co élaboration de propositions que le CERESA a impulsée ainsi que par la qualité du travail rendu.

Les projets industriels CGT en Aquitaine

Propositions	Commentaires	Contributions de la puissance publique
<p>Déconstruction des navires (voir propositions confédérales)</p> <p>En Aquitaine : utilisation du Port du Verdon (33) pour un premier démantèlement grâce à un large espace pour le stockage et éloigné des contraintes de la ville. Puis déconstruction totale du navire dans le port autonome de Bordeaux. Transfert des ferrailles vers l'usine CELSA (aciérie) sur le port de Bayonne par cabotage, amiante vers la torche à Plasma de Morcenx (Landes), dérivés électroniques, chimie,</p>	<p>Il s'agit d'une activité rentable car le privé se positionne. Véolia a commencé à démanteler des navires de moyenne taille sur Bordeaux. Bouygues est intéressé. Nous avons besoin de garanties sur les conditions de démantèlement tant pour les salariés que pour l'environnement et les populations proches du site.</p> <p>Or, la CCI semble vouloir récupérer le port de Bordeaux, ce qui risque d'écarter les possibilités pour l'état de maîtriser et de contrôler les activités du port.</p> <p>Il est urgent que l'état s'empare de ce dossier,</p>	<p>Paradoxalement, ce dossier a fait plus de progrès avec le gouvernement précédent que depuis 2 ans avec ce gouvernement.</p> <p>Nous avons en janvier 2013 demandé au préfet, l'organisation d'une table ronde sur les possibilités de développement de cette filière en Aquitaine, qui est restée lettre morte malgré plusieurs relances.</p> <p>La CUB (communauté urbaine de Bordeaux) a reçu les organisations syndicales sur l'industrie nautique et a abordé la question de la déconstruction des navires. Mais il s'agit de mettre en place une filière couvre la région</p>



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

<p>énergie, etc....</p> <p>Les formes (fosses) du port autonome existent et nécessitent un investissement en terme de rénovation et d'équipement, pour accueillir le démantèlement.</p>	<p>qu'il réunisse tous les acteurs et que nous travaillions ensemble à construire une filière d'avenir en Aquitaine et au delà.</p>	<p>Aquitaine et au-delà.</p> <p>Le privé s'est placé sur ce marché et crée ses propres filières sans politique ni maîtrise publique.</p>
<p>Filière bois (voir les fiches jointes)</p> <p>Développer l'activité de la filière bois en Aquitaine en mettant l'emploi au cœur de la problématique.</p> <p>Développer la ressource dans une démarche de développement durable qui définit les priorités en matière d'usage du bois et de la forêt.</p> <p>Valoriser la dimension écologique de la forêt notamment en tant que puits à carbone.</p> <p>Valoriser les essences de la région (pin maritime, peuplier,</p>	<p>La CGT a contribué à organiser avec le CERESA (centre d'études et de recherches économiques et sociales d'Aquitaine), les états généraux de la filière bois. Ils se sont tenus le 5 mai au lycée Aroun Tazzief à St Paul les Dax (40).</p> <p>Tous les acteurs de la filière ont travaillé ensemble durant plus d'une année. De nombreuses pistes de développement innovantes ont été élaborées.</p> <p>Aujourd'hui, il a été décidé de mettre en place un observatoire régional de la filière bois en Aquitaine, qui</p>	<p>La Direccte a été présente tout au long du processus. La région, certains départements ont également participé. A noter la méfiance des pouvoirs publics vis à vis d'un projet à caractère social auquel les syndicats et en particulier la CGT sont associés. Cette méfiance a été dépassée grâce à la démarche ouverte et de co élaboration de propositions que le CERESA a impulsée ainsi que par la qualité du travail rendu.</p>



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

<p>chêne, hêtre...) par des applications diversifiées allant de la fabrication de mobilier à la construction, en passant par le papier, la chimie, l'énergie...</p> <p>Développer la récolte et l'utilisation de la gemme du pin maritime pour des applications chimiques, pharmaceutiques...</p> <p>Travailler les aménités pour valoriser la forêt, son entretien, et le patrimoine qu'elle représente.</p> <p>Replanter massivement les parcelles dévastées par la tempête Klaus.</p> <p>Développer de la formation professionnelle et travailler les nouveaux et futurs métiers en les valorisant.</p>	<p>aura pour objectif d'impulser la mise en œuvre des préconisations des états généraux.</p> <p>La démarche engagée représente également une innovation dans le domaine du dialogue social territorial, qui a prouvé son efficacité sur cette filière.</p>	
<p>Filière aéronautique, spatial, défense</p>	<p>Ce « droit d'entrée » devrait être supprimé car il conduit à ce que</p>	<p>Malgré des demandes répétées lors de rencontres formelles et</p>



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

<p>Cette filière connaît une croissance importante. Les carnets de commandes sont pleins. Pour autant, de nombreux problèmes sont à régler :</p> <p>Les relations, donneurs d'ordres/sous-traitants. Ces derniers sont contraints à financer un Risk sharing Partnership (RST), véritable droit d'entrée dans un programme de fabrication développé par le groupe. Le RST contient aussi un certain nombre de contraintes qui exigent un investissement fort du sous/traitant. Ainsi, ces derniers s'endettent et font courir des risques importants à l'emploi.</p> <p>La CGT propose, au regard de la GPEC, la création de 10 000 emplois en 5 ans au rythme de 2000 emplois par an : compensation des</p>	<p>les sous traitants, partagent les risques avec les grands groupes, sans avoir les mêmes capacités de financement. Ils sont par conséquent avec leurs salariés, considérés comme des variables d'ajustement.</p> <p>Malgré la bonne santé de cette filière, l'emploi précaire y progresse au détriment des CDI.</p> <p>L'état de santé des salariés tend à se dégrader, il convient donc de faire un bilan des méthodes de production et de management mises en œuvre.</p> <p>Le livre blanc sur la défense pourrait avoir un impact sur l'emploi dans notre région (10 000 emplois).</p>	<p>informelles, ni la région, ni les représentants de l'état, n'ont accepté de faire un bilan de la mise en place du lean dans les entreprises.</p> <p>L'état et la région persistent à inviter les sous traitants à se regrouper pour faire face aux exigences des grands groupes.</p> <p>Nous faisons face à un refus de transparence sur le bilan du pôle de compétitivité Aerospace valley au regard des sommes colossales qui ont été investies par l'état et les collectivités territoriales.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

<p>départs à la retraite, transformation des emplois précaires en CDI, réponse aux carnets de commande.</p> <p>Nous demandons également un bilan de la mise en place du lean manufacturing et du lean management, cofinancés par la région et par l'état.</p>		
<p>La filière déchets ménagers et assimilés en Aquitaine</p> <p>L'objectif est de mettre l'emploi au cœur de cette filière. Le CERESA a rencontré bon nombre d'acteurs pour leur proposer un projet en trois phases :</p> <p>Valorisation de la ressource déchets</p> <p>Valorisation de l'emploi, des métiers et de la formation professionnelle (parcours</p>	<p>Une réunion des acteurs dont l'état et les collectivités territoriales, est prévue le 19 juin.</p> <p>Ce projet est innovant car il donne de la cohérence aux politiques de collecte et de traitement des déchets, en prenant comme fil rouge l'emploi et le travail dans cette filière.</p> <p>Il portera des préconisations concrètes pour l'avenir, dans un cadre de développement humain durable.</p>	<p>La participation de la puissance publique est indispensable pour la réussite de ce projet. Elle est importante du point de vue de l'apport politique et technique, mais également pour le financement du projet. Or, on sent bien que les priorités de financement ne vont pas forcément vers ce type de démarche. Nous préconisons que l'état débloque des fonds pour faciliter le dialogue social territorial, par le biais du financement de ce type de projet qui réunit l'ensemble des acteurs d'une filière et</p>



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

<p>professionnels, futurs emplois, conditions de travail, pénibilité, etc....)</p> <p>Valorisation de la filière en Aquitaine</p> <p>Ce projet se conclura par des assises de la filière déchets en Aquitaine en juin 2013 où il sera proposé de mettre en place un lieu de dialogue social visant à impulser la mise en œuvre des pistes qui auront été élaborées par les acteurs. La CGT est partie prenante de ce projet.</p>		<p>qui produit des propositions concrètes sur le territoire.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	------------------------------------------------------------------



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

<p>innover dans le dialogue social territorial</p> <p>nous avons proposé à maintes reprises, d'expérimenter de nouvelles formes de dialogue social territorial.</p> <p>Ce dernier est atomisé en une multitude de lieux dont certains n'ont pas démontré leur efficacité. Nous proposons de créer un lieu dans lequel l'ensemble des acteurs seront réunis pour aborder ensemble des perspectives pour l'emploi en région. Ce lieu de co-construction, où l'on ne cherche pas le plus petit dénominateur commun, mais où chaque acteur apporte sa contribution à un projet, une proposition de développement industriel, d'aménagement du territoire, en plaçant l'emploi au cœur de</p>	<p>Les pouvoirs publics représentant de l'état comme des territoires, ont du mal à comprendre ce que nous proposons. Ils sont enfermés dans un schéma de négociation entre OS et employeurs et n'imaginent pas que nous puissions être aussi une force de proposition au sein d'un collectif. L'absence de confiance dans la capacité des salariés à proposer des pistes nouvelles pour l'emploi et le développement durable, relève d'une culture dont les racines sont ancrées dans le taylorisme.</p> <p>Les projets cités plus haut démontrent le contraire, il est donc temps d'accepter que les projets d'avenir élaborés prioritairement avec le patronat, soient aussi discutés avec nous. Or, la relance de l'activité doit commencer en</p>	<p>Les services de l'état manquent visiblement de moyens mais aussi d'ambition pour s'engager dans ces expériences. Chacun reconnaît que cela pourrait être plus efficace mais rien ou presque rien n'est mis en œuvre avec nous pour engager une véritable réflexion sur le sujet. Plusieurs courriers au préfet de région, au conseil régional, à la Directe, proposant de réunir les acteurs pour en discuter n'ont pas reçu de réponse à ce jour.</p> <p>Le préfet de région réunit tous les trimestres environ, les organisations patronales, syndicales, les banques, la CRCI, les services de l'état pour faire un point sur la conjoncture. Notre demande de transparence et de bilan sur les aides publiques versées aux entreprises, bien que entendue, n'est pas satisfaite. Or, il s'agit d'un point</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

<p>cette réflexion, est un lieu ouvert, où la parole des salariés, des employeurs, des pouvoirs publics est entendue. Ce lieu nécessite de réfléchir à des droits interprofessionnels pour les organisations syndicales.</p> <p>Nous avons également réfléchi avec la Direccte, à la création de CHSCT de site dans des bassins d'emploi de la région.</p>	<p>mettant tous les acteurs économiques et sociaux autour de la table.</p>	<p>essentiel pour travailler sur la conjoncture et comprendre où sont les leviers d'intervention pour la relance de l'activité.</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Les projets industriels CGT de la Mécanic Vallée

Quelle est la situation économique de la Mécanic Vallée ?

L'industrie en Mécanic Vallée a perdu des milliers d'emplois depuis ces 10 dernières années. Aucun département n'a été épargné de l'Aveyron au Lot en passant par la Corrèze et la Haute- Vienne et la Creuse. L'Industrie sur le territoire de la Mécanic Vallée est malade de la politique patronale du tout financier. Après la casse importante du bassin de Tulle en Corrèze, c'est au tour du bassin de Brive d'en subir les frais. De 2000 à 2011, ce sont des milliers d'emplois industriels qui ont disparu sur le bassin. Il ne reste plus qu'une seule entreprise de plus de 500 salariés sur le département de la Corrèze. Des entreprises comme Deshors, Bledina, Anovo, Photonis ont vu leur effectif décroître d'année en année, alors que d'autres ont totalement disparu telles que



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Jacob Delafon, Délices de Ninon, TRT, et bien d'autres...) et aujourd'hui c'est au tour de Crown, anciennement Cofem, qui va fermer très prochainement.

Eh ! Pourtant du travail ! Il y en a !

Des projets d'intérêt général à EDF, SNCF en lien avec les entreprises de la Mécanic Vallée doivent contribuer au développement de l'emploi et de notre région. Les donneurs d'ordres (Airbus, Boeing, EADS, Safran, PSA, Renault, Danone...) explosent leurs Chiffres d'affaires et Bénéfices. Par exemple, dans l'aéronautique, les carnets de commandes sont pleins pour 8 à 10 ans, dans l'automobile qui n'a pas besoin de changer de voiture ? Pour ce qui est de l'électronique, le ferroviaire ou l'énergie, ne nous parle-t'on pas d'écologie... ? Des coopérations pourraient être mises en place entre les entreprises du même territoire, pourquoi voir les choses seulement sous l'oeil de la concurrence ? La pression des donneurs d'ordres, sur les prix, oppresse les entreprises qui se servent des salariés comme variable d'ajustement en restructurant et en délocalisant. Les actionnaires orientent les entreprises qui constituent les Groupes vers une gestion financière à court terme, destructrice des capacités industrielles et humaines. Pourtant le territoire de la Mécanic Vallée est une région « **lowcost** », les salariés sont parmi les plus mal payés, souvent au SMIC ou très proche de celui-ci. A contrario le territoire de la Mécanic Vallée regorge de salariés hautement qualifiés, ayant un savoir faire parfois unique en France, comme par exemple les fonderies d'Ussel (SFU). Ce savoir-faire tout aussi important que diversifié doit être transmis pour développer une industrie forte sur notre territoire. **6 000 métallurgistes sur 18 000 vont partir en retraite d'ici à la fin 2015. N'est-ce pas une source de création d'emplois ? Le patronat lui-même indique qu'il y a un besoin immédiat de 6900 emplois.**

SNCF

L'EIV Quercy-Corrèze site de Brive est le seul atelier SNCF à construire des engins neufs. Il est aussi atelier directeur de tous les engins pour la maintenance des infrastructures ferroviaires. Depuis des années, la direction essaie de soustraire au maximum au fur et à mesure des départs en retraite. Après être passé du moins disant au mieux disant, les problèmes persistent avec certaines entreprises au point que certains engins sont revenus à l'atelier. En effet, quand une draisine est en panne sur les voies, même si elle ne transporte pas d'usagers,



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

elle peut retarder les trains voire créer des accidents. La CGT a toujours revendiqué que les charges de travail pouvant s'effectuer à l'atelier soient réinternalisées. Toutefois, pour ce qui n'est pas réalisable en interne, les cheminots demandent que ces travaux se fassent sur la région afin de préserver l'emploi sur la Mécanic Vallée. **En lien avec le Syndicat CGT de la Métallurgie, le Syndicat CGT des Cheminots de Brive travaille pour que toutes les entreprises de la Mécanic Vallée et la SNCF conservent et développent leurs emplois respectifs et nous proposons notamment :** *Pour les moteurs* : RVI Limoges /Venissieux (80 moteurs à prévoir)

Pour les ponts : TEXELIS (87)

Pour les joints : ERLINGKILNGER (87)

Pour les pignons : AMIS (23)

Pour les Arbres cannelé : (à voir)

Pour le Traitement surface : NEXTER (19)

(Ce ne sont que des exemples non exhaustifs) Par exemple, sur la nouvelle génération de draines DU 84, nous allons insister auprès de notre direction pour qu'elle contacte en premier les entreprises de la « Mécanic Vallée », même si elles sont éventuellement un peu plus chères (mieux disant économique, social et durable), en lien avec les métallos, pour que leurs entreprises répondent aux appels d'offres, surtout celles qui annoncent des baisses de charges pour justifier des plans de restructuration.

REDENAT un projet industriel qui doit profiter aux salariés de la région

Alors qu'il avait été abandonné en 1982 pour des raisons économiques et politiques, le projet de Station de Transfert d'Énergie par Pompage de REDENAT fait aujourd'hui consensus sur notre région. La CGT ne peut que s'en réjouir d'autant qu'elle est à l'initiative de la relance, lors du débat public qu'elle a organisé en juillet 2006 à Bassignac le haut en présence de 120 personnes. Depuis la CGT n'a eu de cesse d'interpeller les élus et les populations. Dans le contexte d'aujourd'hui où la lutte contre les gaz à effets de serre, à l'origine du réchauffement climatique, doit être la priorité, le développement des énergies renouvelables est d'actualité. L'objectif gouvernemental étant d'atteindre 23% de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale (pour



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

un peu moins de 16% aujourd'hui). Redenat s'inscrit parfaitement dans cette orientation. Ce type de centrale hydroélectrique, d'une puissance en turbine de l'ordre d'une tranche nucléaire dans le cas de REDENAT, a un fonctionnement particulier : Pendant les heures de forte consommation, comme nous l'avons connu en ce mois de février, l'eau d'un réservoir supérieur (à construire sur la commune de Bassignac) est turbinée vers un réservoir inférieur (qui serait le barrage actuel du Chastang). Cette eau est ensuite pompée pour être stockée dans le réservoir supérieur lors des périodes de faibles consommations (la nuit, le week-end..) La durée de construction de Redenat est estimée à 6 ans, avec en permanence une prévision moyenne de 300 à 350 salariés et une pointe sur 3 ans à 650/700 personnes.

Le montant de l'investissement prévisible de plus d'un milliard d'euros, fait bénéficier cet aménagement du label « grand chantier » permettant de réserver une partie des travaux aux entreprises locales. La CGT revendique ainsi que l'ensemble des entreprises du bâtiment et de la métallurgie sur notre territoire soient sollicitées et intégrées au chantier.

Renouvellement des concessions : Danger pour la politique industrielle

La CGT continue d'être opposée à la dérèglementation du secteur énergétique, qui se caractérise en France par la transformation d'EDF en SA en 2005, GDF en SA et sa fusion avec SUEZ en 2008, par la loi NOME et par la mise en concurrence des concessions des barrages de la Corrèze et du Nord Aveyron annoncée en avril 2010 par le tandem Sarkozy/Borloo, visant à leur privatisation, conditionnant les moyens mis dans les investissements pour la maintenance et la sécurité, aux profits dégagés. Ainsi la CGT se positionne contre cette mise en concurrence et revendique de conserver la maîtrise publique des barrages et centrales hydroélectriques sous couvert d'un **pôle public de l'Energie**. Cela doit s'accompagner d'une politique de partenariats industriels durables permettant l'utilisation des savoir-faire des salariés des entreprises locales, sous contrôle des comités d'entreprises. Pour autant la CGT s'oppose à l'externalisation des activités de maintenance réalisées aujourd'hui sur les barrages de la Corrèze et du Nord Aveyron par les agents d'EDF et de GDF/SUEZ.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Les projets industriels CGT dans la Vallée de Maurienne

Voir le « 4 pages » joint.

Filière Chimie

KEM ONE

Sept repreneurs potentiels ont déposé des lettres d'intérêt pour la reprise du groupe.

La Cgt a un projet. Depuis la remise du rapport Cidecos « Enjeux et perspectives après la mise en redressement judiciaire », les syndicats CGT multiplient les rencontres avec les industriels et les institutions publiques. Tous ces rendez vous ont pour seul objectif de créer les conditions nécessaires à une reprise totale de l'activité Kem One dans le périmètre de la cession du 2 juillet 2012, c'est-à-dire avec ses sites de Kem One SAS (Lavéra, Fos/Vauvert, Saint-Auban, Balan, St Fons, Lyon), Kem One Innovatives Vinyl (Gaillac, Chantonay, Sablé sur Sarthe, Reims) et Kem One Holding avec l'ensemble des salariés qui œuvrent encore dans cette entité.

La base du projet de reprise CGT est d'agglomérer les entreprises, intéressées et partageant une communauté de destin avec Kem One, pour les rassembler dans une entité juridique.

GOODYEAR à Amiens

La CGT propose la transformation du site de production en SCOOP.

PETROPLUS et LYONDELBASEL

La CGT se bat depuis plusieurs mois pour que ces sites de raffinage soient repris par un industriel de la filière pétrole.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

Filière Energie

EON FAIT DU CHANTAGE AUX 850 SALARIÉS ET LE GOUVERNEMENT RESTE IMPASSIBLE...

Encore une fois, la SNET, et son actionnaire unique Eon, lance un nouveau chantage aux salariés.

Alors que la justice a jugé le Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE), présenté et déjà mis en oeuvre par la SNET/Eon, comme irrégulier et interdit la poursuite de toute procédure « inhérente », la Direction contraint les syndicats à valider des accords reprenant la totalité des mesures comprises dans le PSE.

En échange de la renonciation à tous rendus de jugements qui ont eu lieu, et à tous recours juridiques ultérieurs, le projet de construction de la centrale biomasse de Gardanne est mis dans la balance, et serait immédiatement stoppé s'il n'y a pas une signature unanime de ces accords.

Par ces démarches, la SNET/Eon fait fi des décisions de la justice française et menace, via l'ANI du 11 janvier 2013, d'emmener 535 salariés parmi les 850 sur des licenciements.

En annonçant vendredi soir le licenciement d'un délégué syndical, comment la Direction espère-t-elle une négociation constructive ?

Alors que le gouvernement et le Medef se félicitent de la loi issue de l'ANI, affichée comme étant un vecteur de sécurisation de l'emploi, nous mesurons tous que ce dernier est néfaste pour les salariés. La CGT l'avait dit : c'est un recul notoire du droit du travail !!!

Le gouvernement et le Président Hollande se doivent de prendre leurs responsabilités sur ce dossier. Le gouvernement ne peut pas délibérément laisser



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

une entreprise du secteur de l'énergie licencier en masse, et fermer des sites de production.

Quelle politique sociale et énergétique le gouvernement pratique-t-il ?

Quelles contreparties ou quels arrangements entre amis franco-allemands existent pour qu'un gouvernement laisse une entreprise privée détruire des emplois et mettre à mal la sécurité du réseau électrique national ?

Plus que jamais les salariés de la SNET/Eon exigent que le gouvernement prenne ses responsabilités et joue son rôle pour un secteur aussi stratégique que celui de l'énergie.

Quel sens peut avoir le débat sur la transition énergétique si en parallèle on laisse fermer les entreprises du secteur ?

Afin de répondre aux besoins des citoyens, à la sécurisation du réseau électrique et du maintien et du développement de l'emploi industriel en France, l'État doit reprendre la main sur un actionnaire irresponsable en renationalisant la SNET et la pérenniser avec un véritable projet industriel, et c'est le sens de la proposition de la CGT d'un pôle public de l'énergie.

Filière Agroalimentaire

Usine FRALIB à GEMENOS (Bouches du Rhône)

Depuis 1 000 jours, les salariés de Fralib sont en lutte et occupent leur usine pour porter dans l'opinion publique, le projet industriel de SCOP T.I.

Ils exigent du Président de la République, qu'ils ont rencontré à plusieurs reprises alors qu'il était candidat socialiste, à respecter ses promesses électorales, notamment concernant l'emploi, la marque « Eléphant » et les volumes de production.

La justice de la République a, dans son arrêt du 28 février dernier, annulé pour la 3ème fois le plan de licenciements et de fermeture de l'usine de thé et infusions Fralib à Gémenos. Le gouvernement qui, sur ordre du Medef, refuse une loi d'amnistie pour les militants syndicaux sanctionnés lors de conflits sociaux, pour n'avoir fait que défendre les revendications des salariés, ne bouge pas le petit doigt pour faire appliquer cette décision de justice par le groupe Unilever.



Réindustrialiser,

C'est pérenniser, développer les emplois d'aujourd'hui et de demain !

Liste des projets industriels de la CGT

La démocratie et la justice exigent que les engagements de campagne électorale se concrétisent par celles et ceux qui les ont pris une fois élus. Le Président de la République doit honorer ses engagements et les rendre concrets en mobilisant tous les moyens nécessaires pour imposer de véritables négociations au groupe Unilever et que celui-ci assume toutes ses responsabilités dans la mise en œuvre du projet alternatif de création de la SCOP T.I pour le maintien des emplois et de l'activité industrielle de production et conditionnement de thé et d'infusions à Gémenos.